

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 222 | Date 16-22 septembre

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 86 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

18 Septembre : Le professeur Mehmet Zencir, ancien membre du corps enseignant du département de santé publique de l'école de médecine de l'université de Pamukkale, qui a été licencié par décret pour avoir signé la pétition pour la paix, a été placé en détention dans le cadre d'une enquête menée par le bureau du procureur général de Diyarbakır.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

17 septembre : La police a arrêté 25 personnes lors d'une manifestation devant Fernas Mining à Ankara, organisée par des travailleurs réclamant le droit de se syndiquer après que 7 travailleurs ont été licenciés de l'entreprise basée à Soma, appartenant au député AKP Batman Ferhat Nasıroğlu, parce qu'ils étaient membres d'un syndicat.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

17 septembre : La journaliste Medine Mamedoğlu fait l'objet d'une enquête pour ses publications sur les réseaux sociaux concernant les incendies de forêt, accusée d'avoir « incité à la peur et à la panique parmi le public. »

17 septembre : Un nouveau procès a été intenté contre Kemal Kılıçdaroğlu, les procureurs réclamant jusqu'à 3 ans et 7 mois de prison pour avoir prétendument insulté des fonctionnaires dans ses déclarations.

18 septembre : L'accès au site web du journal Umut Daily ([www.umutgazetesi43.org](http://www.umutgazetesi43.org)) a été bloqué par une décision du 6ème tribunal pénal de Bursa.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

16 septembre : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a demandé à la Turquie de se défendre dans l'affaire Can Atalay, un homme politique emprisonné qui avait été évincé du corps législatif alors que la plus haute juridiction du pays avait conclu à une violation de ses droits fondamentaux.

## MINORITÉ KURDE

20 septembre : En Turquie, un patient kurde se serait vu refuser un test audiolgique parce qu'il ne comprenait pas le turc, ce qui a suscité des critiques sur la discrimination dans les services de santé.

21 septembre : Les avertissements pour piétons en kurde « Hedî » (lent) et « Peşî Peya » (les piétons d'abord), inscrits sur les passages pour piétons par la municipalité d'Elazığ Karakoçan, ont été effacés par des personnes non identifiées.

## CONDITIONS CARCÉRALES

17 septembre : La prison de Tokat Type T serait surpeuplée, le nombre de détenus dépassant la capacité de l'établissement. Depuis le début de l'été, l'eau est coupée du soir au matin, obligeant les détenus à stocker de l'eau dans des seaux pour subvenir à leurs besoins.

18 septembre : Des détenus de la prison de Muğla ont signalé que l'eau du robinet sentait fortement l'eau de Javel, ce qui soulève des inquiétudes quant aux conditions de santé et de sécurité dans l'établissement, selon une déclaration de l'Association de la société civile dans le système pénitentiaire (CİSST).

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

19 septembre : Des soupçons de trafic d'organes sont apparus à la suite du meurtre d'une travailleuse réfugiée à Zonguldak, en Turquie, après que son corps a été retrouvé avec des organes manquants, ce qui a conduit à des appels à une enquête approfondie sur l'incident.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

17 septembre : Une enquête a été ouverte à Urfa contre des policiers accusés d'avoir fait un usage disproportionné de la force lors d'un incident récent, ce qui soulève des inquiétudes quant à la violence excessive dans les pratiques de maintien de l'ordre.

20 septembre : Une enquête disciplinaire a été lancée par l'administration de la prison de Marmara (Silivri) contre Celalettin Yalçın pour avoir fait un signe de victoire lors d'une visite libre avec ses proches le 5 septembre 2024.

## RÉPRESSION TRANSNATIONALE

20 septembre : La Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur la République arabe syrienne a publié un rapport impliquant la Turquie dans une série de violations des droits de l'homme dans le nord de la Syrie entre janvier et juin 2024.

## DROITS DES FEMMES

18 septembre : Un député turc a déposé une enquête parlementaire concernant les allégations selon lesquelles 12 femmes accusées d'appartenir au mouvement Gülen seraient tombées enceintes à la suite d'un viol pendant leur détention, citant un rapport du service d'immigration finlandais.